

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 à L153-44, R151-51 à R151-53 et R153-20 et R153-21 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme du Blanc-Mesnil approuvé par délibération n°32 du Conseil de Territoire de Paris Terres d'Envol du 21 mars 2016 ;
Vu la modification n°1 approuvé par délibération n°70 du Conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 9 juillet 2018 ;
Vu les mises à jour n°1 par arrêté n°2016/110 du 8 septembre 2016, n°2 par arrêté n°2017/265 du 10 octobre 2017, n°3 par arrêté n°2019/011 du 28 mars 2019, n°4 par arrêté n°2019/039 du 14 octobre 2019, n°5 par arrêté n°2020/049 du 18 décembre 2020, n°6 par arrêté n°2021/005 du 9 avril 2021 et n°7 par arrêté n°2022-005 du 3 février 2022 ;
Vu le courrier en date du 06 décembre 2022 de M. RANQUET, Maire du Blanc-Mesnil, demandant à M. BESCHIZZA, Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, de procéder à l'évolution du PLU de la commune ;
Vu la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol et la délibération n°03 du 13 février 2023 actant du débat sur le PADD du PLUi ;

CONSIDERANT la nécessité :

- D'adapter le PLU aux ambitieux projets d'aménagement de plusieurs quartiers de la ville ;
- De faire évoluer le zonage du PLU pour renforcer la protection du tissu pavillonnaire ;
- De faire évoluer le règlement du PLU pour permettre aux projets de constructions de développer leur qualité architecturale en accord avec les documents votés par le Conseil municipal en date du 17 mars 2022 (charte promoteur, cahier des prescriptions architecturales et charte des enseignes) ;
- De mettre à jour les emplacements réservés prévus dans le PLU pour supprimer ou modifier ceux qui ne sont plus pertinents et créer de nouveaux emplacements qui permettront de répondre aux besoins des blanc-mesnilois en équipements publics ;
- De corriger quelques erreurs matérielles repérées par le service en charge de l'application du droit des sols ;
- De mettre à jour les annexes du PLU.

CONSIDERANT la nécessité de modifier les pièces réglementaires du PLU et les annexes pour permettre ces adaptations ;

CONSIDERANT que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

ARTICLE 1

Il est prescrit la procédure de modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Blanc-Mesnil.

Accusé de réception en préfecture
999-2003-0097-2023-04-03-0073-AN
Date de télétransmission : 13/04/2023
Date de réception préfecture : 13/04/2023

- ARTICLE 2** Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de pérenniser l'applicabilité du PLU, le projet de modification de droit commun n°2 du PLU a notamment pour objectifs :
- D'adapter le PLU aux projets d'aménagement, notamment sur le centre-ville, la Molette, les Tilleuls et la Morée ;
 - De modifier le zonage afin d'adapter le PLU à des projets immobiliers soutenus par la commune, de reclasser certains secteurs de la zone UA vers la zone UG et inversement, et de supprimer les dispositions de la zone UG+ ;
 - De modifier le règlement afin d'adapter le PLU à des projets immobiliers soutenus par la commune, de faire évoluer la règle du signal architectural, d'assurer une traduction réglementaire de la charte promoteur, du cahier des prescriptions architecturales et de la charte devantures, et d'apporter d'autres ajustements ou corrections réglementaires ;
 - De créer, de faire évoluer ou de supprimer certains emplacements réservés ;
 - De mettre à jour des annexes du PLU ;
 - De mettre en compatibilité des pièces du PLU avec les documents de planification supérieurs si cela est pertinent au vu, notamment, de l'élaboration du PLUi.
- ARTICLE 3** Le projet de modification de droit commun n°2 sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié à Monsieur le Maire du Blanc-Mesnil.
- ARTICLE 4** Le projet de modification de droit commun n°2 sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement.
- ARTICLE 5** A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- ARTICLE 6** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie du Blanc-Mesnil pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :
- A la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;
 - A la mairie du Blanc-Mesnil
- ARTICLE 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 16 mars 2023

Le Président



Bruno BESCHIZZA